

CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE
17/19 Avenue de Flandre – 75954 PARIS CEDEX 19

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES AYANT VALEUR D'ACTE D'ENGAGEMENT

LOCATION ET ENTRETIEN DE LAVE-MAINS AUTONOMES

Accord-cadre n°.....

Mode de passation et forme de marché :

Procédure adaptée en application de l'article R 2123-1 du code de la commande publique.

Accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément à l'article R.2162-1 et suivants du CCP.

Date de notification :

SERVICE ACHATS

SOMMAIRE

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES	5
ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 2. DEFINITION ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
2.1. Lieux d'exécution des prestations	6
2.2. Location des équipements	7
Caractéristiques attendues des équipements	7
2.3. Modalités d'exécution des prestations	7
2.3.1. Approvisionnement et entretien des lave-mains	7
2.3.2. Restitution des équipements	8
2.4. Échanges et relations avec le titulaire	8
2.4.1. Mise en place d'un cahier de liaison dématérialisé CRAM Ile-de-France /titulaire	8
2.4.2. Reporting/Statistiques annuelles	9
2.4.3. Organisation de réunions	9
2.5. Mesures prises en matière de sécurité	9
2.5.1. Signature d'un plan de prévention	9
2.5.2. Mise à disposition de documents	9
2.5.3. Gestion des clés ou badges	9
2.5.4. Engagements du titulaire vis-à-vis du personnel	9
2.5.5. Prescriptions particulières	10
PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES	11
2.6. Forme de l'accord-cadre et montants	11
2.7. Prestations similaires	11
ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	11
ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE	11
ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
5.1. Mise en œuvre de l'accord-cadre	12
5.2. Les prestations à bons de commandes	12
5.2.1. Transmission des bons de commandes	12
5.2.2. Contenu des bons de commande	12
5.2.3. Délai d'observation du titulaire sur les bons de commandes	13
5.3. Délais	13
5.4. Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande	13
5.5. Règles, normes et clauses environnementales	13
5.6. Connaissance des lieux	14
5.6.1. Obligations diverses du titulaire	14
5.6.1.1. Responsabilités et assurances	14
5.6.1.2. Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs	15
5.6.1.3. Travailleurs étrangers	16
5.6.1.4. Effectifs et moyens mis en œuvre	16
5.7. Opérations de vérification	16
5.7.1. Modalités de vérification	16
5.7.2. Décisions après vérifications	16
5.8. Clause de réexamen	16
ARTICLE 6. PENALITES	17
6.1. Dispositions d'application	17
6.2. Pénalités	18
ARTICLE 7. CONTENU – VARIATION DES PRIX	19
7.1. Forme des prix	19
7.2. Contenu des prix	19
7.3. Variation dans les prix	19
ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHE	19
8.1. Facturation	19
8.1.1. Pour les bons de commandes	19

8.2.	Présentation des factures	20
ARTICLE 9.	REGLEMENT	21
9.1.	Délai global de paiement	21
9.2.	Intérêts moratoires	21
ARTICLE 10.	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	21
10.1.	Avance	21
10.2.	Acomptes	22
10.3.	Retenue de garantie	22
ARTICLE 11.	CONFIDENTIALITE	22
ARTICLE 12.	RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE	23
12.1.	Résiliation pour un motif d'intérêt général	23
12.2.	Résiliation pour faute du titulaire	23
ARTICLE 13.	REGLEMENT DES LITIGES	24
ARTICLE 14.	DEROGATIONS	24
ARTICLE 15.	SIGNATURE DES PARTIES	25

Préambule

Pouvoir adjudicateur

La CAISSE REGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE DE FRANCE (CRAM Ile de France)
17-19 avenue de Flandre - 75954 PARIS CEDEX 19
Représentée par son Directeur Général ou son représentant

Cocontractant

Après avoir pris connaissance des pièces constitutives de l'accord-cadre indiquées à l'article «pièces contractuelles» du présent document qui fait référence au CCAG-Fournitures courantes et Services et conformément à leurs clauses et stipulations ;

☐ Le signataire (Candidat individuel),

M.....
agissant en qualité de
de la société
dont le siège social est à
numéro de téléphone
numéro de fax
adresse électronique :
inscrite au registre du commerce sous le n°
Immatriculé à l'INSEE
Numéro d'identité d'entreprise (SIREN).....
Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....
Code d'activité économique principale

☐ Le mandataire (Candidat groupé),

M.....
agissant en qualité de
de la société
dont le siège social est à
numéro de téléphone
numéro de fax
adresse électronique :
inscrite au registre du commerce sous le n°
Immatriculé à l'INSEE
Numéro d'identité d'entreprise (SIREN).....
Numéro d'identité d'établissement (SIRET).....
Code d'activité économique principale

désigné mandataire :

- ☐ du groupement solidaire
- ☐ solidaire du groupement conjoint
- ☐ non solidaire du groupement conjoint

S'engage, au nom des membres du groupement , sur la base de l'offre du groupement,
à exécuter les prestations demandées dans les conditions définies ci-après ;

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**ARTICLE 1. DISPOSITIONS GENERALES**

Le présent accord-cadre a pour objet la location et l'entretien de 27 lave-mains autonomes maximum pour le compte de la Caisse régionale d'assurance maladie, notamment pour ses services médicaux. Toutefois, le nombre est susceptible d'être modifié à la hausse (+2 lave-mains) ou à la baisse (-2).

De manière prévisionnelle, à compter du 1^{er} juillet 2025, dans le cadre du marché, la CRAMIF se réserve la possibilité de procéder à la location/entretien de 13 lave-mains autonomes supplémentaires jusqu'à la fin de l'accord-cadre.

La Caisse Régionale d'Assurance Maladie d'Ile-de-France (CRAMIF), organisme de la branche maladie/AT-MP, a pour mission de prévenir, accompagner et réparer les fragilités liées à la santé, tant sociales que professionnelles, en Ile-de-France.

Elle assure la gestion de certaines prestations de Sécurité sociale (invalidité, allocation amiante, appareillage).

Dans le domaine de l'Action sanitaire et sociale, les 300 assistant(e)s de son Service social soutiennent chaque année près de 50 000 personnes parmi les plus vulnérables, luttent contre l'exclusion médico-sociale et la désinsertion professionnelle des assurés en arrêt de travail, sécurisent les sorties d'hospitalisation.

Son École de Service Social prépare au diplôme d'État d'assistant de service social, et propose une offre de formation continue en travail social.

Son Centre Médical Stalingrad dans le 19^{ème} arrondissement parisien accueille chaque jour plus de 500 patients, leur donnant accès à une offre de soins pluridisciplinaires à tarifs conventionnés de secteur 1.

Sur le champ de la perte d'autonomie et du handicap, les ergothérapeutes de son Centre d'Information et de Conseil sur les Aides Techniques (ESCAVIE) interviennent dans l'aménagement du cadre de vie et des postes de travail en entreprise.

Dans le champ de la santé au travail, la CRAMIF accompagne les entreprises d'Ile-de-France pour protéger leurs salariés. Par le calcul et la notification des taux de cotisation Accidents du Travail/Maladies Professionnelles de 500.000 établissements, et grâce à l'action de ses préventeurs qui conseillent et accompagnent de manière ciblée près de 8.500 établissements, elle incite à la mise en place d'actions de prévention. Elle dispose également de 3 structures techniques (2 laboratoires de toxicologie et de bio-contaminants ainsi qu'un centre de mesures physiques)

Les lave-mains devront être installés au plus tard le 2 janvier 2025.

ARTICLE 2. DEFINITION ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**2.1. Lieux d'exécution des prestations**

CENTRE MEDICAL STALINGRAD (CMS) = Centre de Santé Polyvalent proposant des consultations de médecine générale et spécialiste, odontologique, de radiologie et d'imagerie ainsi que des soins paramédicaux	
Nombre de lave-mains	16 à destination des praticiens (cabinets médicaux)
Organisation du CMS	<ul style="list-style-type: none"> - 7 cabinets dentaires (+ une salle de stérilisation), - 19 cabinets médicaux, - un espace kiné (14 box/salles) - 4 salles d'imagerie/radiologie (+ des vestiaires pour les patients) - 7 salles d'attente
Nombre de visiteurs/an	142 479 assurés (chiffres 2019)
Ouverture au public	<ul style="list-style-type: none"> - 8h30 - 18h30 (du lundi au vendredi) - 8h45 - 13h00 (le samedi)

BILAN DE SANTE = Service des Examens de Santé	
Nombre de lave-mains	10 à destination des praticiens (cabinets médicaux)
Localisation au sein du site	3 Rue du Maroc 1 ^{er} étage - Aile Maroc
Nombre de cabinets	<ul style="list-style-type: none"> - 5 cabinets médicaux - 1 cabinet dentaire - 2 salles d'attente - 4 lagons - 1 salle de prélèvement
Nombre de visiteurs	8114 assurés (chiffres 2019)
Horaires d'ouverture	- 8h30 - 17h30 (du lundi au vendredi)

2.2. Location des équipements

D'une manière générale, les équipements proposés doivent être adaptés à la taille des locaux et à la fréquentation des lieux (en particulier dans les zones de fortes affluences, comme le CMS par ex.). Ils doivent être robustes, nettoyables, leur approvisionnement doit être simple et rapide.

Les fiches techniques des équipements sont présentées au sein du mémoire technique.

Concernant les consommables, le titulaire doit garantir une qualité constante des produits proposés. En cas de rupture ou de changement de fournisseur, il est demandé au titulaire d'informer la CRAM Ile-de-France, et de lui proposer un produit de qualité équivalente ou supérieure au produit contractuel. Ce dernier sera validé et confirmé par courrier électronique par la CRAM Ile-de-France avant mise en service.

Caractéristiques attendues des équipements

Un modèle unique est attendu pour l'ensemble des lave-mains

L'appareil proposé par le prestataire doit être :

- Robuste
- Mécanique (pas de no « touch »)
- Design
- Dans un état irréprochable avec signalétique
- Facilement déplaçable
- Robinet orientable – Pompe à pied
- De bonne capacité (adapté aux lieux à forte fréquentation) : au minimum, un réservoir de 55 litres d'eau propre et un réservoir de 55 litres d'eau usée, sont exigés avec ouverture frontale ou arrière
- Equipé d'un témoin de visualisation de l'eau propre et usée

Les dimensions seront au minimum de

- 60 cm de longueur
- 60 cm de largeur
- 125 cm de hauteur

Le titulaire devra fournir un distributeur de savon

- Hypoallergénique, non irritant pour la peau et antimicrobien (tout en respectant l'environnement dans la mesure du possible).
- Muni d'un témoin de visualisation du niveau de savon

Le prestataire doit fournir les fiches techniques de sécurité ainsi que les certificats de qualification (norme ISO 22716 ou équivalente).

2.3. Modalités d'exécution des prestations

2.3.1. Approvisionnement et entretien des lave-mains

La prestation, comprend la mise en place d'un personnel qui devra intervenir strictement **le samedi de 6h30 à 13h00**.

Le titulaire devra procéder à la vidange des eaux usées et au remplissage en eau propre une semaine sur deux des 27 lave-mains.

L'accès aux locaux des véhicules de livraison et d'entretien est situé au 14 rue de Tanger, 75019 Paris.

Les jours précédents la première intervention, un repérage des locaux sera réalisé avec le Service Logistique (notamment garage pour la vidange des lave-mains) afin que le titulaire puisse exécuter sa mission en toute autonomie.

Il devra garantir l'approvisionnement constant des équipements ainsi que leur entretien (fonctionnement et propreté intérieure).

Maintenance corrective :

En cas de panne ou de dysfonctionnement, l'échange et la mise en place des lave-mains sont compris dans le coût de la prestation (procédure matérialisée par un bon d'échange).

Dans la journée à la suite de l'information d'une défaillance communiquée par le Service Logistique, le titulaire précise les délais d'intervention ainsi que le délai de mise à disposition de distributeur de remplacement en cas d'impossibilité de réparer celui en place.

En cas de remplacement, le titulaire devra remplacer le(s) lave-mains dans un délai maximum de 48h.

En cas de réparation le titulaire devra réparer le(s) lave-mains dans un délai maximum de 48h.

Le titulaire se propose de réduire le délai de réparation à(exprimé en heures)

Le titulaire se propose de réduire le délai de remplacement à (exprimé en heures)

En cas de non-respect du délai d'intervention, il est appliqué des pénalités.

2.3.2. Restitution des équipements

A l'issue de la période de location, le titulaire a l'obligation de récupérer ses équipements.

À la date convenue d'un commun accord entre les parties. Un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux (équipements à reprendre et stock restant de consommables), sera établi au plus tard le dernier jour de l'accord cadre.

En cas de non-respect de la date convenue, il est appliqué des pénalités.

L'enlèvement des équipements et consommables ne feront pas l'objet de frais supplémentaires.

2.4. Échanges et relations avec le titulaire

2.4.1. Mise en place d'un cahier de liaison dématérialisé CRAM Ile-de-France /titulaire

Ce cahier de liaison est mis en place dès le démarrage des prestations par le titulaire. Il sert à assurer un lien entre les deux parties, l'information n'étant pas exclusivement dirigée de la CRAM Ile-de-France vers le titulaire.

La CRAM Ile-de-France mentionne dans ce cahier la localisation de la zone affectée, le type d'anomalie constatée. Le représentant du titulaire doit viser ce cahier après chaque intervention et remédier dans les meilleurs délais aux insuffisances signalées. Il rend compte de ses observations sur le cahier de liaison.

Ce cahier de liaison lui sert également pour informer le Service Logistique de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution des prestations, ainsi que l'ensemble des anomalies constatées au sein des sanitaires (et autres locaux) :

- Défaut de fonctionnement (fuites et bouchages éventuels) ou panne des équipements
- Dégradations diverses nécessitant l'intervention de la maintenance
- Défaut d'éclairage
- Vols

2.4.2. Reporting/Statistiques annuelles

Il pourra être demandé au titulaire, à la fin de chaque mois, la consommation mensuelle en savon des appareils à approvisionner.

2.4.3. Organisation de réunions

La date et l'heure de la réunion de lancement sont décidées à la suite de la notification du marché, la programmation des réunions suivantes est ensuite définie à l'issue de chaque réunion.

Lors de la première réunion, les plans à jour seront avec le positionnement définitif des lave-mains seront communiqués.

Il pourra être évoqué notamment, au cours de ces réunions, le planning d'intervention, les réclamations clients, les actions correctives entreprises.

Le titulaire a la possibilité de proposer tout autre dispositif permettant d'assurer le suivi des prestations au sein du mémoire technique (possibilité de suivi statistique mensuel des consommations sur le site du titulaire par ex.).

2.5. Mesures prises en matière de sécurité

Le titulaire est informé que la surveillance des locaux est assurée 24 heures sur 24

2.5.1. Signature d'un plan de prévention

Conformément à la réglementation en vigueur (décret du 20/02/92 n° 92158), un plan de prévention sera établi entre le Responsable de la Sécurité/sureté de la CRAMIF et le titulaire.

2.5.2. Mise à disposition de documents

Le titulaire tient à disposition de la CRAM Ile-de-France, et sur simple demande verbale:

- Le document unique de sécurité de son entreprise ;
- Les fiches de données sécurité des produits utilisés.

2.5.3. Gestion des clés ou badges

Un système de gestion de clés et de badges sera mis en place par la CRAM Ile-de-France. Le titulaire s'engage à prendre toutes précautions pour la garde des clés et des badges qui lui sont confiés.

En cas de perte ou détérioration la CRAM Ile-de-France en est immédiatement informée par le titulaire pour que leur remplacement soit effectué dans les meilleurs délais : Il est pris en charge par le titulaire.

Le titulaire doit fournir au responsable Sécurité/sureté du site les renseignements nécessaires à l'établissement des badges exigés pour la circulation de son personnel. Le port du badge est obligatoire et doit être apparent.

2.5.4. Engagements du titulaire vis-à-vis du personnel

Le titulaire s'engage à communiquer à la CRAM Ile-de-France, la liste nominative de tout le personnel de l'équipe mise en place assortie d'une fiche individuelle d'identité. Le titulaire doit la tenir à jour au fur et à mesure des évolutions de personnel au sein de la CRAM Ile-de-France. Le titulaire doit par ailleurs se conformer strictement aux règles de sûreté de la CRAM Ile-de-France, notamment le Livret de Sécurité.

Le titulaire demeure entièrement responsable de son personnel. Il doit en assurer la sécurité, veiller à ce qu'il respecte les règles de sécurité propres aux matériel et équipements mis à dispositions et lui fournir les vêtements de travail adaptés à une sécurité optimale (gants, chaussures, blouse, etc.).

De manière générale, le responsable de site du titulaire doit veiller à faire respecter les consignes générales d'accès et de sécurité au site, les notes de services, l'obligation pour chaque agent de prendre en compte toute signalisation particulière dans l'établissement.

2.5.5. Prescriptions particulières

Le titulaire s'engage à informer la CRAM Ile-de-France, de tout incident et/ou accident intervenus dans le cadre de la prestation. Il peut être demandé au titulaire de fournir des éléments en vue de la consolidation du tableau de bord Sûreté-Sécurité du site (notamment le nombre d'heures travaillées-nombre d'accidents avec arrêt de travail supérieur à 24 h, nombre de jours d'arrêt de travail....etc.).

PRESCRIPTIONS ADMINISTRATIVES**2.6. Forme de l'accord-cadre et montants**

Le présent accord-cadre mono-attributaire est à bons de commande conformément à l'article R. 2162-2 et suivants du CCP.

Conformément à l'article R. 2162-4 du CCP, l'accord-cadre est conclu sans minimum avec un montant maximum de 142 999,99 € HT, avec un seul opérateur économique.

2.7. Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier au titulaire la réalisation de prestations similaires à celles du présent contrat, après passation d'un ou de plusieurs marchés de prestations similaires en application de l'article R2122-7 du CCP.

ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 6 mois à compter de la notification de l'accord-cadre. Il sera renouvelable par tacite reconduction à sa date anniversaire, pour une durée de 3 mois, soit une durée totale de 9 mois.

Si l'organisme décide de ne pas reconduire l'accord-cadre, il en informera le titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception sans un délai d'un mois avant la date d'anniversaire de l'accord-cadre. Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

En cas de non reconduction, le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de la période de validité en cours.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est constitué par les documents contractuels énumérés ci-après, par ordre de priorité décroissante :

- Le présent cahier des clauses particulières valant acte d'engagement, et ses annexes :
 - Le bordereau de prix unitaires (BPU)
 - Livret de sécurité
- Les bons de commande ;
- Les plans d'implantation des lave-mains
- Le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures et services courants (FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique et financière du titulaire dont les dispositions ne sont opposables qu'au seul titulaire.

Ces pièces contractuelles prévalent sur les conditions générales de vente du titulaire.

ARTICLE 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1. Mise en œuvre de l'accord-cadre

Afin de procéder à la mise en place de l'accord-cadre, et avant tout début d'exécution des prestations, il est prévu une réunion de lancement.

A ce titre, le titulaire conviendra d'un rendez-vous avec le représentant de l'organisme bénéficiaire ou son suppléant dès la date de notification de l'accord-cadre.

Le titulaire désigne un correspondant et un suppléant pour le représenter auprès de l'organisme. Ces personnes nommément désignées seront joignables en permanence (durant les jours et heures ouvrables).

Ces correspondants seront les correspondants privilégiés pour l'ensemble des obligations du présent accord-cadre.

Ils veilleront d'une part à la bonne coordination entre leurs services et l'organisme et d'autre part à la tenue irréprochable des agents du titulaire, au respect de l'ensemble des clauses contractuelles de l'accord-cadre et au respect de la continuité du service en cas de grève de son personnel.

En cas de changement de correspondant durant la procédure, en avertir immédiatement la CRAM ILE-DE-FRANCE afin d'éviter tout litige.

5.2. Les prestations à bons de commandes

Les prestations feront l'objet d'un bon de commande par application des prix indiqués aux annexes financières.

L'exécution des prestations ponctuelles, est subordonnée à un bon de commande préalable et régulier émis par l'organisme, signé par un représentant habilité.

5.2.1. Transmission des bons de commandes

Les bons de commande pour prestations seront transmis par courriel.

Dans les cas d'urgence, la demande d'intervention peut être faite par tous moyens de transmission possible (téléphone, fax, courriel...) et le titulaire est tenu d'y répondre. Un bon de commande de régularisation sera alors adressé ultérieurement au titulaire.

L'organisme se garde la possibilité d'annuler par écrit (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée sans que le titulaire ne puisse prétendre à quelconque indemnité.

L'organisme mettra tout en œuvre pour que l'annulation intervienne dans un délai raisonnable avant la date de commencement d'exécution des prestations fixée sur le bon de commande.

5.2.2. Contenu des bons de commande

Le titulaire s'engage à exécuter les prestations sur toute demande de l'organisme suivant le libellé du bon de commande qui précise :

- L'identification des parties : organisme et titulaire ;
- La référence de l'accord cadre ;
- Le numéro, la date et la durée du bon de commande ;
- L'adresse et les coordonnées du ou des destinataire(s) et du ou des lieux d'exécution de la prestation ; La désignation et la référence des prestations à exécuter et les sites s'y référant;
- La quantité commandée ;
- Le prix unitaire initial HT (éventuellement révisé) ;
- Le taux de la TVA ;
- Le montant TTC arrêté en toutes lettres ;

- Le délai d'intervention sur site, si un délai est exigé et la date d'intervention éventuellement
- Les coordonnées (téléphone et courriel) de la personne à contacter éventuellement.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre sous réserve que leur exécution au-delà du terme de l'accord-cadre n'aboutisse pas à contourner l'obligation de remise en concurrence qui s'impose à tout pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est informé que s'il réalise une prestation ponctuelle sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme au formalisme décrit ci-dessus, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

5.2.3. Délai d'observation du titulaire sur les bons de commandes

Par dérogation à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S., lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commandes qui lui est notifié appellent à des observations de sa part, il doit les notifier au représentant de l'organisme dans un délai de 5 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observation de sa part.

5.3. Délais

Conformément à l'article 13 du CCAG/FCS, le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa date de notification.

Les délais d'exécution sont :

- Mise en place de 27 lave-mains : 02/01/2025
- Délai d'intervention pour remplacement d'un lave-main : 48 heures (sauf en cas de réduction du délai proposé par le titulaire.

Dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable des pénalités de retard comme définies ci-après.

5.4. Dérogation au principe d'exclusivité des bons de commande

En cas de défaillance ponctuelle du titulaire ou tout autre cas jugé urgent ou prioritaire, l'organisme peut être amené, à titre ponctuel et exceptionnel sur la partie à bons de commande, à confier à un autre prestataire, une partie de la mission sans avoir à justifier sa démarche auprès dudit titulaire ou à verser à ce dernier une quelconque indemnité.

Le montant estimatif des bons de commande pouvant être émis est de : 8 000 € HT.

5.5. Règles, normes et clauses environnementales

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Toute prestation du présent accord-cadre sera exécutée conformément aux prescriptions des normes et règlements français en vigueur.

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article R.2111-10 du CCP, en prévoyant des spécifications techniques à caractère environnemental et notamment, le titulaire doit mettre en œuvre une prestation privilégiant :

- un usage raisonné des produits sanitaires (biodégradabilité...)
- les conducteurs qui sont formés à la conduite écoresponsable sont détenteurs de leur certificat de formation. Des contrôles peuvent être effectués par le bénéficiaire.

Les matériels utilisés pendant la réalisation des prestations se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession. Le titulaire devra tenir compte de l'évolution de la législation dans le domaine environnemental et technique, et s'y conformer pour les textes, règlements ou autres, relatifs à son activité et aux prestations du présent accord-cadre.

Par ailleurs, le représentant de l'organisme bénéficiaire procédera à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire emploie effectivement les matériels proposés dans son offre (mémoire technique) dans le cadre des mesures environnementales.

5.6. Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des prestations. Il reconnaît notamment,

- avoir pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation de l'accord-cadre, ainsi que des locaux en relation avec l'exécution de celui-ci,
- avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution de l'accord-cadre et s'être parfaitement et totalement rendu compte de sa nature, de son importance et de ses particularités,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents de l'accord-cadre, notamment celles données par le présent document et par l'annexe financière propre à chacun des lots, s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes,
- s'être entouré de tous renseignements complémentaires éventuels auprès de l'organisme.

Tout dépôt de matériel ou matériaux et tout atelier de chantier est interdit dans les lieux de circulation et en dehors des heures d'exécution d'une quelconque prestation (sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur).

Tout lieu d'exécution de la prestation devra être remis en parfait état pour ce qui se rapporte à l'objet du présent accord-cadre.

L'exécution de toute prestation sera contrôlée par le représentant de l'organisme.

5.6.1. Obligations diverses du titulaire

5.6.1.1. Responsabilités et assurances

Responsabilités :

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement :

- à son personnel ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à l'organisme ou à des tiers.

Assurances :

Le titulaire prend les précautions nécessaires pour éviter les accidents à son personnel et celui de la CRAM Ile-de-France.

Le titulaire garantit les risques d'accidents professionnels liés à l'exécution des prestations qui pourraient se produire tant sur les lieux de travail que pendant les trajets et déplacements vers le site ou requis par ses prestations au titre des missions afférentes au contrat.

De même, le titulaire s'engage à souscrire une police d'assurance spécifique pour les locaux mis à sa disposition par la CRAM Ile-de-France. Cette police doit couvrir tous les risques dont il pourrait être tenu pour responsable dans les conditions du droit commun, notamment accident, incendie, explosion, vol, dégâts des eaux, conséquence d'un défaut.

Le titulaire demeure seul responsable, sans recours auprès de la CRAM Ile-de-France, **de tous dommages, dégâts, vols, accidents, détérioration des stocks de nourriture entreposés et autres sinistres causés par négligence, manquement dans l'exécution du contrat ou toute autre cause pouvant lui être imputée.**

La responsabilité du titulaire s'étend sur tout ce qui relève du travail couvert par le contrat et ne se termine qu'à l'expiration de celui-ci.

Pour tout matériel confié au personnel du titulaire, l'entretien de routine et l'usage selon les règles de l'art et de la législation de sécurité, restent sous la responsabilité du titulaire.

Le titulaire est tenu de faire assurer à ses frais, préalablement à leur mise à disposition et tant qu'il en dispose, les matériels et objets qui lui sont confiés.

Sa responsabilité protège la CRAM Ile-de-France contre toute réclamation pour blessures et dommages aux biens, d'où qu'ils proviennent, pour toute cause pouvant lui être imputée.

Le titulaire doit justifier avant tout commencement d'exécution qu'il a souscrit auprès de Compagnies notoirement solvables une assurance couvrant notamment, entre autres garanties, les conséquences pécuniaires qu'il peut encourir dans le cas de dommages causés aux tiers et à la CRAM Ile-de-France et engageant sa responsabilité.

Les polices d'assurance doivent être communiquées à la CRAM Ile-de-France au plus tard dans le mois qui suit la notification de l'accord-cadre, accompagnées d'une déclaration de la compagnie d'assurance précisant qu'elle dispose d'une expédition certifiée du texte du présent CCAP. Cette déclaration précise la nature, le montant, la durée de garantie et les franchises éventuelles des contrats d'assurances souscrits par le titulaire.

La CRAM Ile-de-France peut à tout moment se faire justifier par le titulaire du paiement régulier des primes d'assurance.

Le titulaire doit prévenir la CRAM Ile-de-France de toute modification dans ses qualifications et ses polices d'assurance dans un délai d'un mois à compter de la date de la modification.

Les clauses d'assurances initiales et celles résultants d'une modification de police sont soumises à la CRAM Ile-de-France qui peut demander une extension de garantie après concertation avec le titulaire et éventuellement son assureur.

En cas de défaut ou d'insuffisance d'assurance, le présent contrat est résilié de plein droit et sans indemnité si bon semble à la CRAM Ile-de-France.

La CRAM Ile-de-France décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés dans l'immeuble ou ses abords, aux installations d'appareils, véhicules, etc., appartenant au titulaire, aux ouvriers ou aux tiers.

Sauf faute grave et inexcusable de la CRAM Ile-de-France, le titulaire s'engage à ne pas entamer de procédure de recours vis-à-vis de la CRAM Ile-de-France ou de ses représentants physiques ou moraux.

5.6.1.2. Mesures concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs

Le titulaire doit enseigner au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité, générales et particulières à l'établissement et contrôler fréquemment que ces consignes sont parfaitement connues des intéressés.

Conformément aux articles R.4512-2 à R.4512-5 du Code du travail (décret n°2008-244 du 7 mars 2008), il sera procédé préalablement à l'exécution de l'accord-cadre, à une inspection commune des lieux de travail et des installations du ou des sites. Le coordonnateur local de prévention ou le chargé de prévention du ou de chaque site communiquera au titulaire les consignes de sécurité applicables (plan de prévention) dans le cadre du présent accord-cadre.

Le personnel devra respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations

et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

A cet effet, le titulaire est tenu d'accepter, sans réserve, les clauses du Livret de sécurité annexé au présent document.

Le titulaire devra doter les personnels d'exécution d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir et favorisant l'identification visuelle du personnel.

5.6.1.3. Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariale en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités.

5.6.1.4. Effectifs et moyens mis en œuvre

Le titulaire est tenu d'une part de maintenir en tout temps, un nombre suffisant d'ouvriers et d'agents qualifiés sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant, d'autre part de s'être organisé avec l'organisme pour accéder aux lieux d'exécution des prestations.

Il est tenu enfin d'avoir toujours tout matériel, approvisionnement, outillage, engins et moyens de toutes sortes suffisants de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai convenu.

Le titulaire devra utiliser, pour l'exécution des prestations, une main d'œuvre qualifiée sur le plan technique et ayant un comportement irréprochable vis-à-vis des personnes présentes dans les locaux.

Les prestations seront exécutées sous la direction et la responsabilité du titulaire qui devra se conformer strictement aux prescriptions de l'organisme.

L'organisme se réserve le droit d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement immédiat des agents jugés par elle indésirables ou ne donnant pas satisfaction.

Le titulaire est responsable de son personnel en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit. Il est responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dommages causés à l'occasion de l'exécution des prestations.

5.7. Opérations de vérification

5.7.1. Modalités de vérification

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession conformément aux prescriptions des articles 27 à 29 du C.C.A.G. - F.C.S.

5.7.2. Décisions après vérifications

A l'issue des opérations de vérifications, l'organisme peut prendre l'une des décisions suivantes en application de l'article 30 du CCAG - FCS :

- Réception,
- Ajournement,
- Réfaction,
- Rejet.

5.8. Clause de réexamen

Conformément aux articles R2194-1 à R2194-10 du CCP, l'organisme prévoit une clause de réexamen et le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications.

Le champ d'application et la nature de ces modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

1. Ajout de nouveaux lave-mains non répertoriés par le présent accord-cadre ;

2. Ajout ou retrait du nombre ou de type d'équipements sur un même site ;
3. Augmentation ou réduction du volume des tournées et/ou interruption et/ou suppression de manière temporaire ou définitive.

ARTICLE 6. PENALITES

6.1. Dispositions d'application

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité. Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté pour l'organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le terme contractuel d'exécution éventuellement modifié par un sursis ou une prolongation de délai est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités ci-dessous qui peuvent être cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne pourra prétendre à aucune exonération de pénalité.

En cas de non réalisation des prestations, l'organisme procédera, en sus de l'application des pénalités prévues ci-dessus, à une refaction du montant des prestations non exécutées en tout ou partie.

Il appartient au titulaire d'apporter la preuve que les défauts ne lui sont pas imputables.

6.2. Pénalités

Par dérogation au CCAG-FCS Article 14, les pénalités suivantes seront appliquées.

PRESTATIONS	UNITE DE RETARD *	FORFAIT PAR UNITE/HEURE
Délai d'intervention dépassé pour la mise à disposition initiale des lave-mains	Jour	500 €
Délai d'intervention dépassé pour la réalisation de la prestation de maintenance	A compter du 1 ^{er} Jour suivant date d'intervention prévue au planning	250 €
En cas de non-respect des délais d'intervention, de réparation et de remplacement des conteneurs dégradés sur lesquels le titulaire s'est engagé	Jour/par équipement	150 €
En cas de réalisation partielle ou incomplète de la prestation (conformément au calendrier d'exécution arrêté conjointement)	Jour	125 €
Production du planning d'intervention	A compter du 3 ^{ème} jour ouvré suivant la demande	100 €
Absence convocation aux réunions	Par Absence	100 €
Absence de nettoyage, détritrus laissés à la suite de l'exécution de la prestation	Par constat	100 €
Absence de bon d'intervention à la suite de l'exécution de la prestation	jour	10 €

*Toute heure ou jour entamé et hors délai contractuel est précompté en entier.

ARTICLE 7. CONTENU – VARIATION DES PRIX

7.1. Forme des prix

Les prix du présent accord-cadre sont traités à prix unitaires.

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres. Ils sont exprimés en euros à deux décimales H.T. et TTC.

7.2. Contenu des prix

D'une manière générale, les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix sont réputés tenir compte des prescriptions décrites au présent document et en particulier des points suivants :

- les coûts de main d'œuvre des personnels exécutants et d'encadrement (les salaires et les charges sociales) ;
- les coûts de transport et de manutention ;
- la mise en place des matériels et de leur retrait en fin d'accord-cadre
- les équipements généraux et les moyens techniques mis à disposition par le titulaire ;
- la fourniture des matériels et produits nécessaires à l'exécution des prestations ;
- les frais se rapportant aux moyens utilisés en véhicules de liaison et d'intervention ;
- le coût de la gestion et la coordination des activités en relation avec les autorités concernées, y compris le suivi administratif ;
- les frais généraux et marges occasionnés par l'exécution des prestations ;
- les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, au marquage, s'il y a lieu ;
- les coûts de mises aux normes environnementales ;
- les coûts de traitement des déchets et/ou stockage éventuel en centre agréé ;
- les frais d'entretien (maintenance et nettoyage) du matériel et des abords immédiats ;
- les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations et à l'assurance s'il y a lieu.

7.3. Variation dans les prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes durant toute la durée de l'accord-cadre.

ARTICLE 8. MODALITES DE REGLEMENT DU MARCHÉ

8.1. Facturation

8.1.1. Pour les bons de commandes

Les prestations sur bons de commandes seront facturées mensuellement.

Le titulaire veillera à transmettre à l'organisme les factures établies sur la base du bon de commande correspondant dans un délai de 30 jours à compter de la réalisation effective des prestations et après l'admission des prestations en application de l'accord-cadre.

8.2. Présentation des factures

Tout règlement par l'organisme est subordonné à la présentation d'une facture originale, établie sur la base des dispositions énoncées ci-dessus.

Les factures sont à déposer dans l'appliquet CHORUS PRO :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

compte CRAMIF :

SIREN : 77569473000018 – CAISSE REGIONALE ASSURANCE MALADIE

SERVICE : DIAM Service ordonnancement

Toute facture devra préciser distinctement :

- les nom et adresse de l'organisme
- les nom et adresse du titulaire
- la date et le numéro de facture
- les références de l'accord-cadre
- le numéro du compte bancaire ou postal du titulaire
- la référence aux bons de commande, le cas échéant
- la dénomination précise, le détail et le montant HT et TTC des prestations réalisées
- la période ou la date d'exécution de la prestation
- le(s) prix hors taxes unitaire(s)
- le coefficient de révision du ou des prix le cas échéant
- le montant total hors taxes
- le taux et le montant de la TVA
- le montant total TTC.

Les factures seront présentées selon le même formalisme durant toute la durée de l'accord-cadre. Les factures présentées sur plusieurs pages devront être éditées sur papier en-tête et le numéro de facture ainsi que la date devront figurer sur toutes les pages (au même endroit).

Toute facture à modifier après vérification ou refaction par l'organisme sera retournée au titulaire. Le règlement sera subordonné à la présentation d'une nouvelle facture.

Le refus de paiement des factures :

Le fournisseur devra communiquer, au plus tard 4 semaines après la notification de l'accord-cadre une ou plusieurs adresses mails de la personne en charge de la facturation afin que l'organisme puisse informer le fournisseur d'éventuels motifs de refus de facture par mail. Cette information devra être traitée régulièrement par le fournisseur car ces mails d'information ne seront pas adressés une nouvelle fois.

ARTICLE 9. REGLEMENT

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues en en faisant porter le montant au crédit du (des) compte(s) ouvert(s) :

Au nom de :

Etablissement bancaire (nom et domiciliation) :

.....

.....

Numéro de compte :

Code banque :

Code guichet :

Clé RIB :

IBAN :

BIC :

9.1. Délai global de paiement

Le délai global de paiement est de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'organisme.

9.2. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises après application des clauses de variation et de pénalisation.

Les intérêts moratoires ne sont pas assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points.

En sus des intérêts moratoires dus pour tout retard de paiement, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixée à quarante (40) euros.

ARTICLE 10. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

10.1. Avance

Une avance peut être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R2191-3 à R2191-10, R2191-15 à R2191-18 du CCP.

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution est supérieur à 12 mois. Le taux de cette avance est fixé à 10 %.

Le taux de l'avance passe à 30% si le titulaire ou son sous-traitant est une PME mentionnée à l'article R.2151-13 du CCP

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités prévues par le CCP.

Le titulaire déclare :

- ☐ ne pas refuser de la percevoir
- ☐ refuser de la percevoir

10.2. Acomptes

L'acompte rémunère un service fait dont le montant ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Afin de pouvoir obtenir le versement d'un acompte, le titulaire produira un décompte des prestations réalisées afférentes à sa demande d'acompte, qui sera vérifié et accepté par l'organisme.

Tout dépassement du délai de paiement de 30 jours d'un acompte donnera lieu au versement d'intérêts moratoires.

10.3. Retenue de garantie

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre du présent accord-cadre.

ARTICLE 11. CONFIDENTIALITE

En complément des informations contenues à l'article 5 du CCAG FCS, chaque partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre partie, dans le cadre de l'exécution du présent contrat. Les parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les parties tout au long de l'exécution du contrat.

Chaque partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

Chaque partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

Chacune des parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du contrat,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du contrat,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du contrat,

- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du contrat,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre partie.

Chacune des parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent contrat et pour quelque cause que ce soit.

Les données d'identification vous concernant, utilisés dans le cadre de la gestion administrative des achats et marchés de la CRAMIF, font l'objet d'un enregistrement dans un traitement informatisé dont l'inscription est référencée au registre du Délégué à la Protection des Données de la CRAMIF.

Conformément à la législation en vigueur, vous pouvez obtenir communication des informations vous concernant en contactant le Délégué à la Protection des Données: dpo.cramif@assurance-maladie.fr.

Le titulaire devra se conformer aux dispositions du Règlement Européen 2016/679 du 27 avril 2016 (RGPD). L'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés devra également être prise en compte par le prestataire.

Par ailleurs afin de permettre l'application des articles 32, 33 et 34 du Règlement Européen sur la sécurité des données, en cas de violation de données, le prestataire devra être en mesure de prévenir la CRAMIF au plus tard dans les 48 heures après en avoir pris connaissance, sur l'adresse de messagerie dédiée ALERTE-DONNEES.cramif@assurance-maladie.fr.

ARTICLE 12. RESILIATION DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre pourra être dénoncé par le titulaire ou par l'organisme, par lettre recommandée avec accusé réception, sous réserve de respecter un préavis de 3 mois sans versement d'indemnité.

12.1. Résiliation pour un motif d'intérêt général

Le présent accord-cadre peut être résilié pour un motif d'intérêt général.

Par dérogation à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S., le titulaire ne percevra aucune indemnité.

12.2. Résiliation pour faute du titulaire

En complément des cas évoqués au Chapitre 6 du C.C.A.G.-F.C.S., la résiliation de l'accord-cadre peut être prononcée pour faute du titulaire en cas d'incapacité à rétablir sous 1 mois après mise en demeure une exploitation normale.

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS et en cas de manquement caractérisé aux obligations du présent accord-cadre, la résiliation pourra être notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans mise en demeure préalable et sans versement d'indemnité.

ARTICLE 13. REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal de Grande Instance de Paris, 4 boulevard du Palais, 75055 PARIS Cedex 01 pour le cas où la CRAMIF est défenderesse.

ARTICLE 14. DEROGATIONS

L'article 3 déroge à l'article 4.1 du C.C.A.G. - F.C.S

L'article 4.2.2.3 déroge à l'article 3.7.2 du C.C.A.G. - F.C.S

L'article 5 déroge à l'article 14 et 14.1.3 du C.C.A.G. - F.C.S

L'article 6.3.3 déroge à l'article 10.2.2 du C.C.A.G. - F.C.S

L'article 11.1 déroge à l'article 42 du C.C.A.G.-F.C.S

ARTICLE 15. SIGNATURE DES PARTIES

Engagement du candidat :

A, le

NOM et

PRENOM.....

..... Qualité du signataire (en cas de délégation de signature, joindre un pouvoir)

.....
SIGNATURE et CACHET DU SIGNATAIRE

Acceptation de l'offre par le pouvoir adjudicateur :

A PARIS, le

La personne représentant le pouvoir adjudicateur

NOM

et

PRENOM.....

..... Qualité du

signataire.....

..... SIGNATURE et CACHET DU SIGNATAIRE

Notification de l'accord-cadre au titulaire (Date d'effet de l'accord-cadre)

En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« *Reçu à titre de notification une copie du présent accord-cadre* »

A le 1

Signature

En cas d'envoi en LR/AR (Lettre recommandée avec accusé de réception):

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification de l'accord-cadre)

¹ Date et signature originales